

éminents du pays. Cette circonstance, il me semble, lui donne une signification quelque peu extraordinaire. Malgré cela, mon très honorable ami a hissé son drapeau—c'est du moins ce que ses partisans nous ont déclaré—, et j'ai par suite raison de l'affirmer. Au reste, mon très honorable ami ne le niera pas, car voici un passage d'une circulaire qui a servi dans l'Ouest au cours d'une élection récente:

Sir Wilfrid Laurier a hissé le drapeau de la réciprocité.

Et si mon très honorable ami n'a pas précisément hissé ce drapeau, c'est qu'il semble porté à suivre sa méthode habituelle, qui est de se retirer derrière les lignes de Torres-Vedras chaque fois que se présente à lui une question difficile ou importante.

Le 7 septembre cependant il nous disait à Marieville: "Mon cœur et mon esprit n'ont point changé et ma politique est restée la même". A Cochrane, le 20 septembre, il dit: "Les idées pour lesquelles nous avons lutté sont plus fortes que jamais". Il disait le 21 septembre à North-Bay: "Le 21 septembre nous sommes tombés en défendant une noble cause". L'optimisme et le courage de mon honorable ami étaient très grands quand il a commencé; mais, à mesure qu'il avançait, cet optimisme et ce courage n'ont pas paru se continuer. En effet, après avoir tout d'abord été enclin à prophétiser le retour immédiat de son parti au pouvoir, arrivé à Sherbrooke le 29 octobre, au bout d'une campagne de six semaines, il y déclare en parlant des prochaines élections que: "il n'est pas prêt à dire que les libéraux gagneront dès la première fois, mais qu'il l'espère".

Un moment encore, monsieur l'Orateur. L'état du pays a été décrit par les honorables députés qui ont proposé ce débat comme satisfaisant à un point de vue matériel, industriel ou commercial. Il y a eu accroissement de la recette et le progrès a été général. Ces choses sont dues en premier lieu à l'intelligence, à la prévoyance, au courage et à l'industrie du peuple et la présente administration est prête à coopérer de toute manière avec ce dernier dans l'œuvre d'un développement qui jusqu'à présent a été si marqué.

Mon très honorable ami nous accuse d'avoir manqué à nos engagements. Qu'il me soit permis de lui dire, à lui et à ceux qui siègent de l'autre côté de la Chambre, que nous sommes au pouvoir depuis un peu plus d'un an et que pendant cette période nous avons rempli au moins quatre fois autant de nos promesses que ces messieurs de la gauche pendant tout le temps de leur administration. Qu'avons-nous fait? Nous avons promis d'aider à l'agriculture; nous

nous y sommes préparés. Nous avons promis aide à la grande voierie; nous nous y sommes préparés; mais nos efforts dans ce sens ont été annulés au Sénat par un mot d'ordre de mon honorable ami. Nous avons promis de créer une commission du tarif; le projet en a été présenté. Nous avons promis des élévateurs de tête de ligne, possédés et dirigés par le Gouvernement; nous avons promis d'étudier et de régler la question du recul des frontières provinciales, et ces affaires ont reçu leur solution l'année dernière.

Nous avons promis de procéder sur-le-champ à la construction du chemin de fer de la baie d'Hudson, et l'entreprise en a été adjugée pour toute la ligne. Nous avons promis de procéder à l'outillage de nos ports nationaux, et c'est à quoi nous nous appliquons dans le moment. Nous avons promis de développer nos voies navigables et déjà nous y avons fait un grand pas. Nous avons promis une réorganisation du service public, et, à cet effet, nous avons fait venir de la Grande-Bretagne un des hommes les plus capables et les plus instruits du service public de ce pays, dont j'espère pouvoir mettre tout prochainement le rapport devant les Chambres. Après tout cela, monsieur l'Orateur, je crois avoir raison de dire que nous sommes prêts à rencontrer mon très honorable ami dans toute comparaison de promesses faites et remplies, et de soumettre au peuple de ce pays notre dossier à cet égard côte à côte avec le sien, n'éprouvant aucun doute sur le résultat.

(La séance, suspendue à six heures, est reprise à huit heures.)

Reprise de la séance.

L'hon. FRANK OLIVER (Edmonton): Monsieur l'Orateur, le très honorable premier ministre (sir R. L. Borden) a beaucoup appuyé, à la fin de son discours, sur l'accomplissement de promesses faites par le Gouvernement dont il est le chef. Le pays, j'en suis sûr, sera heureux d'apprendre que nous avons un gouvernement qui remplit ses promesses, et ce qu'il a fait, nous comptons qu'il continuera à le faire. Dans la mention qu'il a faite à la Chambre des engagements pris et exécutés, une chose cependant m'a frappé, c'est que peut-être il existe une différence entre son point de vue et celui d'autres membres de cette Chambre à l'égard des promesses et de leur exécution. Si j'ai bien saisi ses paroles, il a mentionné, entre autres promesses qu'il dit avoir remplies, celle de créer une commission du tarif. Cette commission, le pays ne l'a pas eue, et, s'il plaît au premier ministre de jouer sur les mots, il n'en est pas moins vrai que cette promesse, s'il